

N° 4788

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le
Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement
de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995

* * *

(Dépôt: le 2.4.2001)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (28.3.2001)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Répu- blique de Maurice.....	4
5) Avis du Conseil d'Etat (13.3.2001)	5

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995.

Palais de Luxembourg, le 28 mars 2001

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,*

Lydie POLFER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— Est approuvé l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995.

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'accord culturel signé avec Maurice en 1995, à l'occasion d'une visite dans l'île du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, au Commerce Extérieur et à la Coopération, vient s'ajouter à l'important réseau d'accords bilatéraux que le Luxembourg a conclus avec ses partenaires européens ou internationaux. Il s'agit en l'occurrence de la deuxième Ile-Etat, après Chypre, et du premier pays africain, avant le Cap-Vert, qui a attiré l'attention du Gouvernement.

En effet, en dehors de l'espace européen, le Luxembourg a tissé des liens plus étroits sous forme d'accords culturels avec la Chine, la Russie, Israël, le Cap-Vert et l'Inde. Comme tous ces accords prévoient l'échange culturel sur une large échelle, l'intention primaire est donc la connaissance de l'Autre, de l'inconnu. Le regard sur le monde extérieur permet l'enrichissement mental d'un peuple qui ouvre ses esprits à d'autres moeurs, d'autres coutumes, d'autres habitudes, d'autres modes de vie, d'autres religions ou croyances.

Le Luxembourg trouve dans la petite île qui lézarde entièrement isolée au beau milieu de l'Océan Indien, sous le Tropique du Capricorne, de très nombreux points communs.

Plus petit que le territoire du Luxembourg, Maurice s'étend sur près de 2.045 kilomètres carrés. La population, à l'instar de celle du Luxembourg, est multiculturelle; les Indiens (hindous et musulmans), les Créoles – de sang mêlé et qui comptent parmi les ancêtres des colons blancs, des travailleurs indiens, des commerçants chinois et des descendants d'esclaves africains ou malgaches – les Chinois et les blancs de souche française qui la peuplent depuis des générations ont le sourire facile, le visage accueillant et l'hospitalité généreuse. Ce peuple cosmopolite est issu d'un passé riche en couleurs et de diverses dominations étrangères. Dans de nombreux villages peut-on voir ainsi se côtoyer des églises catholiques, des mosquées musulmanes, des temples hindous, des cimetières comprenant des sections musulmanes et juives. Les ancêtres des hindous et des musulmans venaient surtout du sous-continent indien et les immigrants hindous apportèrent le système de caste.

La dimension multiculturelle de la vie à Maurice n'est peut-être nulle part plus évidente que dans le kaleidoscope de fêtes hindoues, musulmanes, chinoises et chrétiennes qui se succèdent tout le long de l'année.

En effet, les conquérants arabes connaissaient Maurice, île-relais, déjà avant qu'elle n'ait été découverte par les Portugais, puis colonisée par les Hollandais, les Français et enfin les Anglais qui lui accordèrent l'indépendance en 1968.

L'histoire moderne de Maurice a été caractérisée par une transition relativement douce et paisible de l'autorité coloniale et des propriétaires de plantations à la démocratie multipartis. Depuis l'indépendance, le pays est sous loi constitutionnelle particulièrement attentive à la représentation politique des minorités et à l'accès égal aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi.

La cohabitation paisible fait de Maurice un endroit à part: une nation unique modelée par le mélange harmonieux des cultures asiatique, européenne et africaine et pourtant libre et indépendante.

C'est de cette unité dans la diversité où chaque culture apporte ses traditions sans se heurter aux autres, que le monde de demain ferait bien de s'inspirer. La République de Maurice est une véritable nation „arc-en-ciel“ où l'être humain a dépassé les frontières nationales et s'est affranchi des sectarismes religieux et des préjugés raciaux pour vivre en paix et en harmonie.

Le grand attrait de l'île réside ainsi dans cet éventail de couleurs, de cultures, de traditions, de croyances, de langues et de gastronomies qui ne cessent de stimuler tous les sens.

La langue est l'aspect le plus complexe de la mosaïque sociale de Maurice. Cette complexité dérive du nombre de langues parlées combiné aux utilisations qui en sont faites et aux connotations socio-politiques qu'elles engendrent.

A l'instar de son partenaire luxembourgeois, le Mauricien moyen est polyglotte. Le créole s'est affirmé comme une langue nationale comprise et parlée par tous les Mauriciens, quelle que soit leur

appartenance ethnique ou culturelle. Le bhojpuri est couramment parlé dans les régions rurales. Il ne cesse cependant de perdre du terrain devant le créole et son utilisation devient de plus en plus restreinte. L'anglais et le français sont les deux langues principales de communication nationale et internationale; le français est prédominant dans les médias. Les autres langues ancestrales sont utilisées surtout lors de cérémonies socioculturelles et religieuses. Bien qu'il n'existe aucun texte où soit formulé de manière explicite une politique linguistique, l'anglais est considéré comme la langue officielle dans le pays tandis que le français s'est acquis le statut semi-officiel.

Le Luxembourg a développé des contacts avec cette île enchantée, qui d'ores et déjà peuvent être qualifiés d'intenses et de chaleureux. En effet, le ministre de la Culture de Maurice s'est déplacé en mars 2000 à Luxembourg pour visiter notamment les ateliers de production de dessins animés dans le cadre du développement du secteur audiovisuel mauricien. D'autre part, des projets de coopération économique sont en cours de finalisation, notamment dans le domaine de l'assistance technique.

Au regard du grand intérêt manifesté par la délégation mauricienne, les nombreuses possibilités offertes par l'accord de coopération culturelle, surtout dans le domaine de l'échange mutuel et de la promotion d'artistes, peuvent donc devenir réalité.

D'autre part, Maurice a longtemps été un pays cible de la coopération au développement luxembourgeoise.

Il continue à bénéficier de plusieurs programmes à un niveau plus modeste.

*

ACCORD DE COOPERATION CULTURELLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MAURICE

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice,

Désireux de développer davantage les relations amicales entre leurs peuples et de promouvoir les échanges et la coopération culturels entre leurs pays,

ONT DECIDE de conclure le présent Accord dont les dispositions sont les suivantes:

Article I

Les Parties Contractantes sont convenues de coopérer dans les domaines de la culture, des arts, des sciences, de l'éducation, de la jeunesse et des sports, de faciliter dans ces domaines les échanges et les contacts entre les personnes, organismes et organisations et de promouvoir les échanges de matériel et de documentation.

A cet effet, les Parties Contractantes prendront notamment les dispositions suivantes:

1. Elles procéderont aux échanges dans les domaines de l'éducation et des sciences et s'accorderont réciproquement, s'il est nécessaire, des bourses d'étude ou de recherche.
Elles échangeront, dans ces domaines, des professeurs, chercheurs, et autres experts en vue de faire des visites d'études ou des conférences.
Elles prendront les mesures nécessaires pour faciliter aux experts de l'autre Partie l'accès aux bibliothèques, musées ou autres institutions culturelles et scientifiques.
2. Elles procéderont aux échanges artistiques et culturels, en organisant notamment des représentations de théâtre et de danse, des conférences, des concerts, des expositions et des missions d'études.
3. Elles encourageront les échanges dans les domaines des activités de la jeunesse et des sports.
4. Elles procéderont à l'échange de livres, brochures, périodiques, films, matériels audiovisuels et autres productions à caractère culturel, éducatif, artistique, touristique et scientifique.
5. Elles encourageront respectivement leurs spécialistes à prendre part aux colloques, congrès, conférences ou autres activités internationales à caractère culturel, touristique, éducatif, artistique, scientifique ou sportif organisés dans les deux pays.

Article II

Les Parties Contractantes prendront de commun accord des mesures appropriées pour créer les conditions favorables à la réalisation des objectifs définis à l'article premier.

Elles encourageront notamment les spécialistes ainsi que les organismes et organisations compétents des deux pays à coopérer dans les domaines visés plus haut.

Article III

Les Parties Contractantes sont convenues de se consulter en temps utile pour définir en commun les programmes bisannuels d'application du présent Accord et en fixer les modalités d'exécution et de financement.

Elles désigneront chacune les organismes et organisations compétents pour définir, coordonner et exécuter ces programmes.

Article IV

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la notification mutuelle de l'accomplissement des procédures législatives internes des deux Parties. Il restera en vigueur pour une période de cinq ans et

sera renouvelé automatiquement et de façon illimitée pour une nouvelle période de cinq ans, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'une des Parties Contractantes six mois avant son expiration.

FAIT à *Port Louis*, le 6 septembre 1995, en double exemplaire, tous deux rédigés en langue française.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg,*
S.E M. Georges WOHLFART
*Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères,
au Commerce Extérieur et à la Coopération*

*Pour le Gouvernement
de la République de Maurice,*
Hon. Ramduthsing JADDOO
Ministre des Affaires Etrangères

*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(13.3.2001)

Par dépêche du 4 août 2000, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995 et élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Le présent accord culturel est le premier liant le Luxembourg à un pays africain, lequel, par ses aspects multiculturels et multilingues présente maintes similitudes avec notre pays. Par ailleurs, l'île Maurice a longtemps été un pays cible de la coopération au développement luxembourgeoise. L'accord précité ayant pour objet le resserrement des liens entre les deux pays vise la coopération dans le domaine des échanges culturels, artistiques, scientifiques, ainsi que ceux de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Les Parties Contractantes sont convenues de se consulter en temps utile pour définir en commun les programmes bisannuels d'application du présent accord et d'en fixer les modalités d'exécution et de financement. L'Accord reste en vigueur pendant cinq ans et est automatiquement reconductible tous les cinq ans sauf dénonciation par écrit par l'une des Parties Contractantes six mois avant son expiration.

L'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation. Le Conseil d'Etat approuve le projet de loi sous examen ainsi que l'Accord y relatif, qui, aux termes de l'article 37, alinéa 1er de la Constitution, devra être soumis à l'approbation parlementaire et publié au Mémorial pour devenir obligatoire.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 13 mars 2001.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

